

Nous sommes un mois après la rentrée scolaire et la carte scolaire est toujours en suspens. Même si nous nous satisfaisons de la tenue d'un CSAd suite au vote contre unanime des organisations syndicales alors que vous vous en étiez détournée en mars, nous déplorons qu'il se tienne si tardivement et que des situations d'école soient encore susceptibles de changer

La FSU44, lors de chaque CSAd, vous a alerté sur les conséquences de mesures de fermetures tardives tant en juin qu'en septembre. La conservation d'un nombre de moyens, même limités, aurait permis de prendre en compte de possibles ouvertures sans avoir la nécessité de fermetures. Un traitement équitable des écoles à cette période est impossible quand plus d'un mois est nécessaire pour la première phase.

La mise en oeuvre de la limitation à 24 dans notre département est devenue ubuesque, au delà du fait d'écoles devant modifier leurs répartitions la veille de la rentrée puis le jour même ou dans la semaine la suivant sous la contrainte des IEN et jusqu'aux menaces de sanctions administratives. Quand dans d'autres départements, une flexibilité est laissée aux enseignant·es qui justifient de leur répartition pédagogique. Cette politique départementale par les nombres désorganise les écoles. Entendre la parole des professionnel·les depuis leur lieu de travail doit être la seule voie possible.

Pour cette rentrée encore, la FSU44 fait le constat d'une inclusion sans moyen qui engendre mal être souffrance pour l'ensemble des personnels et des élèves.

Pilier de l'inclusion, aucune amélioration des conditions de travail inacceptables des AESH pour beaucoup d'entre elles: emplois du temps morcelés, changeant ou toujours pas établis, augmentation du nombre d'élèves à accompagner avec des situations de handicap très variées et parfois complexes avec la violence physique et psychologique qui peuvent en résulter... Les AESH subissent les conséquences de la politique de flexibilité imposée par le PIAL et par la situation départementale. Dans le 44, la réponse au handicap se fait à moyen constant au détriment de l'accompagnement des élèves et des personnels. Les écoles et les personnels sont maintenant invitées à faire du démarchage pour ce recrutement par le biais d'affiche à coller dans les commerces de proximité, c'est dire l'attractivité de ce métier., tant sur la considération que sur la rémunération

Tout cela avec un salaire précarisé par un travail à temps partiel imposé qui ne permet pas de vivre dignement. Par ailleurs, la création des ARE Assistant-e-s pour la Réussite Éducative, fusion des AED-AESH, conçu pour améliorer la rémunération nie la spécificité de chacun de ces métiers et met le voile l'abaya sur les défaillances actuelles qu'AED et AESH subissent.

La FSU44 appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser contre la précarité de nos collègues AESH le 3 octobre prochain.

Du côté des conditions de travail de l'ensemble des personnels, nous ne pouvons pas tirer un bilan satisfaisant de la rentrée. Les fiches SST nous parviennent en masse. Dans leur quotidien, sur la cour, dans les classes, pendant les formations obligatoires, les évaluations et les méthodes imposées, trop d'enseignantes et enseignants ne retrouvent plus ce qui fait le sel de notre métier : enseigner. Enseigner avec la confiance et la liberté pédagogique qui devraient nous être accordées, avec les moyens suffisants pour inclure toutes les élèves et un salaire vraiment revalorisé sans avoir à signer des contrats pour faire des heures supp.

C'est sur l'ensemble de ces revendications que nous appelons à une première journée de mobilisation le 13 octobre prochain.